

Les Grecs de nouveau convoqués aux urnes le 17 juin pour sortir de l'impasse

Corinne Deloy

Analyse
1 mois avant
le scrutin

Le choc du 6 mai

Les élections législatives du 6 mai dernier ont été un séisme politique en Grèce, pays aux prises avec une très grave crise financière et socioéconomique. Les électeurs ont massivement voté contre l'austérité et le Mémorandum européen, nom donné à l'accord signé en février dernier par Athènes avec le Fonds monétaire international (FMI), l'Union et la Banque centrale européennes. Les deux « grands » partis gouvernementaux – le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et la Nouvelle Démocratie (ND) – se sont effondrés : alors qu'ils avaient recueilli ensemble, 77,40% des suffrages lors des précédentes élections du 4 octobre 2009, ils ont rassemblé seulement 32,03% des voix le 6 mai dernier. La ND a obtenu 18,85% des suffrages (108 sièges, + 17 par rapport aux dernières élections législatives du 4 octobre 2009) et le PASOK est sorti laminé du scrutin avec 13,18% des voix (41 sièges, - 119).

Le véritable vainqueur du scrutin est la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) qui, avec le slogan « *Ils ont choisi sans nous. Avançons sans eux* », avait fait campagne sur le refus du Mémorandum et le maintien de la Grèce dans la zone euro. Il a recueilli 16,78% des suffrages (52 sièges, + 39). Le Parti des Grecs indépendants (AE), créé le 24 février dernier par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire et ancien membre de la ND, Panos Kammenos, a pris la 4e place en recueillant 10,60% (33 sièges). Il a devancé le Parti communiste (KKE) d'Aleka Papanicolaou qui a obtenu 8,48% (26 sièges, + 5) et la Gauche démocratique (DIMAR), fondée en juin 2010 et dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis, qui a recueilli 6,11% (19 sièges).

L'autre événement du scrutin est le résultat obtenu par le parti néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée) dirigé par Nikolaos Michaloliakos, qui a obtenu près de 6,97% (21 sièges).

Le scrutin législatif du 6 mai a donc mis fin à la bipolarisation du pays en vigueur depuis le retour de la Grèce à la démocratie en 1974. Le clivage gauche/droite a cédé le pas à celui opposant les partisans du Mémorandum aux électeurs qui souhaitent une remise en cause radicale des accords signés avec le FMI et l'Union européenne. « *Les élections législatives du 6 mai ont essentiellement servi à pousser un « coup*

de gueule ». *La société en ressentait le besoin* » souligne Thnaos Dokos, directeur de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (Eliamep).

Antonis Samaras, leader de la ND, en tant que leader du parti arrivé en tête du scrutin, a été le premier à essayer de constituer un gouvernement et a proposé de mettre en place une coalition « *de salut national* ». Après son échec, le leader du parti arrivé à la 2e place, Alexis Tsipras (Syriza) a tenté de former une coalition. En vain, le KKE a refusé de la rejoindre. Le leader du PASOK Evangelos Venizelos a enfin essayé de réunir une équipe capable de gouverner le pays et a également échoué.

Le président de la République grecque Karolos Papoulias a alors réuni Antonis Samaras, Evangelos Venizelos et Fotis-Fanourios Kouvelis, soit les leaders des seuls partis soutenant le Mémorandum, pour un ultime essai de formation d'un gouvernement d'union nationale. « *Les différences entre vos positions sont petites et négligeables au regard de ce que vous devez à la patrie* » a affirmé le chef de l'Etat Karolos Papoulias qui s'est déclaré « *effrayé par le danger que l'instabilité politique fait peser sur la Grèce* ». Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a lancé un appel aux dirigeants grecs auxquels il a demandé de respecter les engagements pris par Athènes: « *Je suis très inquiet à propos de la situation en Grèce. J'en appelle au*

sens de la responsabilité nationale de tous les dirigeants politiques afin de trouver un accord respectant les engagements du pays et assurant son avenir européen ».

Alexis Tsipras a refusé de participer aux négociations de la dernière chance qui se sont tenues le 14 mai ; le KKE et l'Aube dorée n'ont pas été conviés à y participer. « *Ce n'est pas la Coalition de gauche qui renonce à participer à un gouvernement de coalition avec la droite et le PASOK, c'est le verdict du peuple grec. Finalement, nous avons 3 partis qui se sont alignés sur l'application de l'austérité et nous n'allons pas servir d'alibi* » a indiqué Alexis Tsipras.

La Gauche démocratique a refusé d'entrer dans un gouvernement auquel ne participerait pas SYRIZA. « *Un gouvernement qui ne garantit pas la participation du 2e parti du pays n'aura pas le soutien populaire et parlementaire nécessaire. En raison du refus de Syriza, ce gouvernement n'a pas pu être constitué* » a indiqué Fotis-Fanourios Kouvelis. « *Ils se sont montrés d'une irresponsabilité énorme* » a souligné le politologue Elias Nikolakopoulos. « *L'autisme du système politique le conduit à faire un choix catastrophique* » a indiqué son collègue Georges Séfertzis.

Devant l'impossibilité de trouver une majorité de gouvernement issu de leur vote du 6 mai, les Grecs ont été invités le 16 mai à voter de nouveau. Le prochain scrutin législatif a été fixé au 17 juin. Le 17 mai, un gouvernement provisoire composé de 16 ministres (haut fonctionnaires et académiques) a été nommé. Il est dirigé par le président du Conseil d'Etat, Panayotis Pikramenos.

Un nouveau scrutin peut-il sortir le pays de la crise ?

« *Les élections législatives du 6 mai dernier ont été un vote de colère et de punition. L'électorat a voté contre les deux grands partis, en pensant qu'ils auraient une majorité ensemble. Ils peuvent revenir au vote utile. Cette fois, les messages européens sur une possible sortie de l'euro ont été bien reçus mais une trop grande intervention européenne pendant la campagne électorale peut avoir des répercussions négatives* » analyse Georges Séfertzis.

Le Syriza est en tête des intentions de vote. C'est le parti qui le plus intéresse à de nouvelles élections. Encouragé par la perspective de devenir le 1er parti du pays, Alexis Tsipras a refusé toute concession. Il va désormais devoir convaincre les électeurs que la Grèce peut rejeter le Mémoire tout en restant dans la zone euro, tâche difficile pour un parti plus à l'aise dans l'opposition que dans la proposition. Il pourrait d'ailleurs devenir au cours de la campagne électorale la cible favorite des autres partis qui vont exiger qu'il apporte des précisions sur son programme de gouvernement et sur sa position face à l'Union européenne. Le PASOK et la ND doivent absolument parvenir à mobiliser les abstentionnistes, ce qui ne sera pas aisé dans un pays où la grande majorité des électeurs sont inscrits dans leur ville d'origine, ce qui oblige beaucoup d'entre eux à faire de nouveau le voyage. Il leur faut également attirer les 19% d'électeurs qui ont voté pour des partis ayant recueilli moins des 3% des suffrages obligatoires pour être représentés à la Vouli, chambre unique du Parlement.

Les deux partis vont tenter de convaincre les Grecs qu'ils sont en mesure d'obtenir un assouplissement des mesures d'austérité contenues dans le Mémoire. La ND va tenter de parler aux électeurs de l'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne-maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, et de Drasi, parti centriste de Stephanos Manos. Le PASOK redoute un nouvel effondrement lors des élections législatives du 17 juin prochain. Il réclame un prolongement du délai pour le retour du pays à l'équilibre budgétaire (2015 plutôt que 2014).

La Grèce va-t-elle sortir de l'euro ?

La Grèce est au bord du gouffre : le programme de privatisations, qui devait rapporter 20 milliards € d'ici à 2015 et renflouer les caisses du pays, a été gelé ; la récession s'est aggravée (recul de 6,5% du PIB au 1er trimestre 2012) et la recapitalisation des banques n'est toujours pas achevée. La BCE a d'ailleurs annoncé qu'elle cessait ses opérations de politique monétaire avec plusieurs banques grecques qui n'ont « *pas été correctement recapitalisées* ». Athènes risque de manquer très bientôt d'argent pour payer les salaires

et les pensions de retraite du secteur public. Par ailleurs, le pays est tenu à proposer de nouvelles mesures d'austérité représentant 5,5% du PIB avant la fin du mois de juin. Visiblement peu confiants dans l'avenir, les Grecs ont procédé à d'importants retraits d'argent auprès des banques (environ 700 millions € le 14 mai dernier). Selon des données compilées par Thomson Reuters, les banques du pays ont perdu 72 milliards € de dépôts depuis le début 2010, soit environ 30% du total de la somme de cette époque. La perspective du retour aux urnes a ravivé les inquiétudes sur l'avenir de la zone euro et le risque de voir Athènes abandonner la monnaie unique s'accroît chaque jour. Le président de la République française, François Hollande (Parti socialiste, PS), et la chancelière allemande, Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU), ont confirmé le 15 mai qu'ils souhaitaient le « *maintien de la Grèce dans l'euro* ». Ils se sont dits prêts à examiner l'adoption de mesures de croissance. Wolfgang Schäuble (CDU) a toutefois rappelé qu'il était « *dangereux de raconter des boniments aux citoyens en leur disant qu'il existerait une autre voie plus simple qui guérirait la Grèce en évitant toutes les épreuves. C'est absurde. Le plan d'aide à la Grèce a été élaboré jusqu'au moindre détail, il ne peut pas être renoncé* » .

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a indiqué que les engagements pris par Athènes devaient être tenus par les futurs gouvernants du pays.

« *Nous devons dire à la population grecque que le programme de l'Union européenne et du FMI pour la Grèce est l'alternative la moins difficile de toutes. Il n'y a pas d'autre alternative moins pénible. Nous voulons aider la Grèce et nous voulons travailler en collaboration avec la Grèce. Maintenant, il appartient à la population grecque de dire si elle veut travailler avec les Etats membres de la zone euro et les institutions européennes* » a-t-il affirmé.

Certains dirigeants européens ou la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, n'hésitent plus

à évoquer la sortie de la Grèce de l'euro. Cette dernière a indiqué que son organisation avait réalisé une évaluation technique d'une éventuelle sortie ordonnée de la Grèce de la zone euro et prévenu qu'une telle chose serait « *extrêmement coûteuse* ». « *Nous devons, au FMI, être techniquement prêts à tout mais je ne sous-entends pas que c'est une solution souhaitable. Je dis seulement que c'est l'une des multiples options que nous devons techniquement examiner* » a indiqué Christine Lagarde. L'agence de notation financière Fitch a abaissé le 17 mai les notes de long terme de la dette en devises et en € de la Grèce à «CCC» contre «B-» auparavant, citant «le risque accru» de sortie du pays de la zone euro.

La gauche radicale (SYRIZA) est en tête des intentions de vote dans l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Pulse RC et publiée le 17 mai, créditée de 22% des suffrages devant la ND (19,5% des voix) et le PASOK(14%). Le Parti des Grecs indépendants recueillerait 7,5%, le KKE, la Gauche démocratique et Aube dorée remporteraient chacun 5,5%. L'institut Marc place en revanche la ND en tête de son sondage publié le 17 mai dernier. Le parti d'Antonis Samaras obtiendrait 23,1% des suffrages tandis que Syriza en recueillerait 21%. Le PASOK attirerait 13,2% ; le Parti des Grecs indépendants, 7,2% ; la Gauche démocratique, 5,6% ; le KKE, 5,1% et Aube dorée, 4,3%. Des résultats qui ne permettraient pas à la Grèce de sortir de la crise politique.

« *On ne peut recomposer le paysage politique en un mois. C'est difficile de faire changer le vote des gens en si peu de temps* » souligne le politologue Elias Nikolakopoulos. Les élections législatives du 17 juin prochain ne sont ni plus ni moins qu'un référendum sur l'avenir du pays dans la zone euro. Si, comme le montrent les enquêtes d'opinion, la majorité des Grecs souhaitent conserver la monnaie unique, ils n'ont pas d'autre choix que poursuivre la politique de rigueur et de réformes structurelles définie dans le Mémorandum qu'ils peuvent, au mieux, espérer assouplir à la marge.

L'Europe a les yeux rivés sur les élections législatives grecques du 17 juin

J-7
7 jours avant
le scrutin

Les électeurs grecs sont appelés aux urnes le 17 juin prochain pour renouveler les 300 membres de la Vouli, chambre unique du Parlement. Après le scrutin du 6 mai dernier, les partis politiques n'ont pas été en mesure de former une coalition gouvernementale. Alors que les deux « grands » partis – Nouvelle démocratie (ND) et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) – dominaient le pays depuis son retour à la démocratie en 1974, le scrutin a révélé une atomisation de la scène politique : les deux partis n'ont recueilli ensemble que 32,1% des suffrages (77,4% lors des précédentes élections du 4 octobre 2009). La Grèce, déjà en proie à une très grave crise socioéconomique, doit désormais affronter une crise politique. Pour la première fois depuis 1974, les élections législatives ne seront pas dominées par le clivage gauche/droite : le scrutin du 17 juin oppose en effet les partis qui soutiennent le plan de sauvetage du pays de 130 milliards € signé lors du Conseil européen du 27 octobre 2011, qui met en place de nombreuses mesures d'austérité, à ceux qui s'y opposent, ces derniers déclarant néanmoins souhaiter rester membres de la zone euro.

Le souhait de voir le pays rester dans la zone euro est donc commun à l'ensemble des partis politiques qui diffèrent cependant sur la politique à mener pour ce faire : d'un côté, la Nouvelle démocratie, le PASOK, l'Alliance démocratique (DS), Drasi (qui signifie action), soutiennent la politique d'austérité, la libéralisation de l'économie et les réformes structurelles. De l'autre, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), le Parti communiste (KKE), la Gauche démocratique (DIMAR) et les Grecs indépendants (AE) sont favorable à un rôle accru de l'Etat, la nationalisation des banques et de certaines entreprises et une politique fiscale expansionniste.

« La Commission et la Banque centrale européennes travaillent à un plan d'urgence dans le cas où la Grèce devrait quitter la zone euro » a déclaré le commissaire européen chargé du Commerce, Karel De Gucht. Le Premier ministre grec sortant (2011-2012), Lucas Papademos, a précisé qu'il n'était pas exclu de planifier un abandon de l'euro par Athènes. « Bien qu'un tel scénario soit peu probable et peu souhaitable pour la Grèce ou pour d'autres pays, on ne peut exclure que des préparatifs soient en cours pour contenir les conséquences potentielles d'une sortie de la Grèce de la zone euro » a-t-il déclaré au quotidien The Wall Street Journal du 23 mai, ajoutant toutefois que celle-ci aurait des « effets catastrophiques ». L'agence de notation Fitch a abaissé la note de long terme de la dette du pays (de B- à CCC) en mentionnant le « risque accru de sortie du pays de la zone euro ». L'agence Standard and Poor's considère qu'il existe un risque sur trois que le pays doive se résoudre à quitter la zone euro dans les prochains mois.

La Coalition de la gauche radicale

Arrivée 2e lors des élections législatives du 6 mai dernier, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) veut remettre en cause l'ensemble des mesures d'austérité induites par les plans de sauvetage de mai 2010 et octobre 2011. Le parti souhaite réaliser un audit de la dette publique, nationaliser toutes les banques grecques et s'oppose fermement à la politique d'austérité du Mémorandum, contestant le fait que la politique de rigueur soit la condition *sine qua non* de l'appartenance de la Grèce à la zone euro.

« La première décision de notre gouvernement sera d'abroger le Mémorandum et les lois qui en découlent. Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie de notre pays de la zone euro » a déclaré le leader de Syriza, Alexis Tsipras. « Imaginez la zone euro composée comme une chaîne de 17 maillons : si l'un d'entre eux se rompt, bien sûr, il sera détruit mais la chaîne toute en-

tière également. Il est par conséquent tout à fait absurde de penser que l'on peut continuer à détruire la Grèce tout en maintenant la zone euro » a-t-il expliqué. Alexis Tsipras propose une relance de l'économie par la consommation, la hausse des pensions de retraites et l'augmentation du salaire minimum à 751 € (contre 586 actuellement), la réduction de la TVA sur les produits alimentaires de base et l'industrie du tourisme, la hausse de l'allocation chômage à 461 €, la suppression des 58 exemptions fiscales accordées aux armateurs, l'institution d'un revenu minimum et d'une couverture sociale universelle, la réorganisation de l'économie par l'Etat : création de 100 000 postes dans le secteur public (éducation et santé notamment), investissements publics pour créer des emplois, création d'un pôle public bancaire pour soutenir les entreprises en difficulté et refus de la privatisation du secteur ferroviaire comme des ports du Pirée et de Thessalonique. Syriza entend cependant poursuivre l'assainissement budgétaire et maintenir le niveau des dépenses sociales à hauteur de 43% du PIB (le Mémoire les fixe à 39% maximum).

« La contradiction est du côté de ceux qui pensent que le Mémoire et le maintien dans la zone euro peuvent aller de concert. Le pseudo-dilemme du scrutin du 17 juin prochain n'est pas le pseudo-dilemme euro/drachme mais celui entre l'austérité et l'espoir, entre la continuation d'un désastre qu'est le Mémoire et l'ouverture d'un autre chemin qui passe par son annulation » a affirmé Alexis Tsipras. Il veut « refonder l'Europe sur la base de la cohésion sociale et de la solidarité ». « Les dirigeants européens ont une responsabilité immense : soit ils acceptent le retour aux années 1930 avec les faillites en chaîne en Europe et la montée inquiétante des mouvements néonazis (le parti néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée), dirigé par Nikolaos Michaloliakos, a recueilli 6,97% des voix et remporté 21 sièges le 6 mai) soit ils mettent toutes les cartes sur la table et changent de politique » a-t-il indiqué. Selon lui, après le rejet par le peuple des partis soutenant le Mémoire le 6 mai dernier, Athènes n'est plus tenu par ses créanciers institutionnels. « Le Mémoire est un texte qui conduit vers l'enfer, il a été annulé par le vote du peuple grec le 6 mai » a souligné Alexis Tsipras, qui a ajouté : « il n'y a rien à négocier dans le Mémoire car on ne négocie pas l'enfer. Si on veut maintenir une politique monétaire commune, on ne peut pas se contenter de punir les pays endettés et le résultat des élections législatives du 6 mai prouve que l'on

ne peut imposer des choix politiques contre la volonté des peuples. Aucun peuple ne peut être conduit à une sorte de suicide volontaire »

Si Syriza parvient à remporter le scrutin législatif du 17 juin, il aura cependant des difficultés à constituer une majorité contre le Mémoire. Pour l'heure, le Parti communiste se refuse à toute coopération. Le système grec accorde une prime de 50 députés au parti arrivé en tête. Toutefois, celle-ci ne suffit pas à constituer une majorité gouvernementale lorsqu'un parti recueille moins de 20% des suffrages. Le doute qui plane sur la capacité du parti d'Alexis Tsipras à former des alliances et donc à gouverner pourrait donc rendre celui-ci moins attractif aux yeux des Grecs, conscients dans leur majorité que les Européens pourraient décider de suspendre leur aide. Les créanciers d'Athènes semblent prêts à faire un effort – le nouveau président français François Hollande (Parti socialiste, PS) et la chancelière allemande Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU) ont déclaré qu'ils seraient prêts à accepter un étalement des mesures de rigueur demandées à la Grèce – mais aucun d'entre eux ne se montre cependant disposé à abandonner le Mémoire. Par ailleurs, un effacement de la dette serait de toute façon insuffisant à remettre le pays d'aplomb, celui-ci étant gangrené par la corruption et le clientélisme et l'économie grecque manquant cruellement de compétitivité. Athènes, sauf à s'appauvrir durablement, ne peut faire l'économie de réformes structurelles.

La difficile campagne des partis traditionnels

Pour les partis traditionnels, il est bien difficile de gagner la confiance du peuple. Ceux-ci font donc campagne sur la peur et tentent de faire comprendre aux électeurs qu'une victoire de Syriza entraînerait à coup sûr une sortie du pays de la zone euro.

Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras, (centre-droit) qui avait fait campagne en se centrant sur son électorat traditionnel le 6 mai, a élargi sa base en accueillant en son sein 4 responsables de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS, qui signifie peuple) dirigée par le journaliste Georgios Karatzafelis et, surtout, a réintégré en son sein l'Alliance démocratique, fondée par Dora Bakoyannis. Il espère ainsi rallier un grand nombre d'indécis qui pourraient effrayer le programme de Syriza et, plus largement, celui des partis opposés au Mémoire.

« Nous avons appelé à un grand front patriotique afin d'unir

tous les citoyens qui ne laisseront pas notre pays être livré au populisme, être mené à la faillite et à l'isolement international et être contraint de quitter l'Europe » a déclaré Antonis Samaras. « Nous défendrons l'avenir de notre pays et ses perspectives européennes. Notre but est de sortir le pays de la crise mais de le maintenir au sein de l'Europe et de la zone euro » a-t-il ajouté. « L'objectif est de créer un front national crédible pour renégocier quelques parties du Mémorandum » a affirmé Dora Bakoyannis.

Le PASOK est en retrait dans cette campagne électorale. Il propose un programme en 6 points qui prévoit de ne pas procéder à des réductions de salaires et de pensions de retraites, de protéger les contrats de travail collectifs, d'augmenter la liquidité sur les marchés, de libérer les investissements privés et publics dans les infrastructures, de mettre en œuvre la décision européenne du 27 octobre 2011 relative au paquet d'aide à la Grèce et, enfin, de combattre le chômage des jeunes par la mobilisation de financements provenant du Fonds social européen (FSE). « Les propositions de Syriza conduisent la Grèce en dehors du système économique mondial » a déclaré Evangelos Venizelos.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, la bataille continue entre la Coalition de la gauche radicale et Nouvelle démocratie. Selon le sondage réalisé par l'institut Public issue, Syriza d'Alexis Tspiras arriverait en tête des élections législatives avec 31,5% des suffrages (et 134 sièges au parlement) devant Nouvelle démocratie, qui recueillerait 25,5% des voix (68 sièges) et le PASOK qui obtiendrait 13,5% des suffrages (36 sièges). En revanche, l'institut MRB crédite le parti d'Antonis Samaras de 23,9% des voix, Syriza de 22,5% et le PASOK de 21,6%.

« Les enquêtes d'opinion brossent un tableau de la compé-

tion très serrée qui nous attend. Rien n'est gravé dans le marbre, les différences sont trop minimes. Dans un paysage politique aussi fragile, on ne saura rien avant la dernière minute » indique Dimitris Mavros, directeur de l'institut MRB. « Le 6 mai dernier, 6 électeurs sur 10 ont voté pour un parti différent de celui pour lequel ils avaient voté deux et ans et demi auparavant. C'était un vote de protestation. Et selon nos sondages, 25% des électeurs voteront le 17 juin pour un autre parti que celui auquel ils ont donné leur voix il y a trois semaines » souligne Costas Panagopoulos, directeur de l'institut d'opinion ALCO.

Thomas Gerakis, directeur de l'institut d'opinion Marc, prévoit une forte repolarisation du scrutin le 17 juin qui, selon lui, pourrait voir les petits partis disparaître au profit de la Nouvelle démocratie et Syriza. « Pour les prochaines élections législatives, les enjeux seront différents. Et même si cela reste pour l'instant une hypothèse, je pense que l'on pourrait assister à une nouvelle répartition des forces qui devrait être encore plus surprenante » a déclaré Thanos Dokos, directeur général de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (Eliamep). Il a ajouté : « Depuis février dernier, il n'y avait plus de grande manifestation contre la politique du gouvernement. Il a suffi d'un vote pour que la colère s'exprime ». « Nous devons espérer que le scrutin permettra de doter le pays d'une majorité capable de former un gouvernement capable d'appliquer les mesures du Mémorandum » a souligné Gerassimos Moschonas, politologue de l'université Pantéon à Athènes. Enfin, pour le professeur de philosophie politique du King's College de Londres, Stathis Kouvelakis, le pays vit une « situation cauchemardesque ». « La Grèce ressemble de plus en plus à la République de Weimar » a-t-il souligné. Il craint une « droitisation de la vie politique grecque » et le glissement vers un discours de plus en plus hostile aux immigrés.

Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras remporte les élections législatives

Résultats

Nouvelle démocratie (ND), dirigée par Antonis Samaras, a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 17 juin en Grèce. Le parti de centre-droit a recueilli 29,66% des suffrages et, en raison du système électoral qui accorde 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête du scrutin, a remporté 129 sièges (soit +21 par

rapport au précédent scrutin du 6 mai dernier) à la Vouli, chambre unique du Parlement. Il devance la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche qui regroupe 13 formations et dirigé par Alexis Tsipras, qui a obtenu 26,89% des voix et 71 députés (+ 19). Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) d'Evangelos Venizélos, a recueilli 12,28% et 33 députés (- 8). Viennent ensuite le Parti des Grecs indépendants (AE) dirigé par Panos Kammenos qui a obtenu 7,51% et 20 sièges (- 13) ; Chryssi Avghi (Aube dorée), part néo-nazi, 6,92% et 18 députés (- 3), la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis-Fanourios Kouvelis 6,25% et 17 sièges (- 2) et le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Pappariga, 4,5% et 12 sièges (- 14).

La participation s'est élevée à 62,47, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin du 6 mai dernier (- 2,63 points).

Les élections législatives du 17 juin étaient un vote sur l'avenir de la Grèce en Europe. Elles ont opposé les partis qui soutiennent le Mémoire, nom donné à l'accord signé en février dernier par Athènes avec le Fonds monétaire international (FMI), l'Union et la Banque centrale européennes qui met en place de nombreuses mesures d'austérité, à ceux qui s'y opposent tout en déclarant qu'Athènes reste membre de la zone euro. De nombreux analystes politiques avaient qualifié le vote des Grecs le 6 mai dernier de « *vote de colère* » et anticipaient que celui du 17 juin serait un « *vote de la peur* », peur d'un avenir en dehors de l'Europe et peur de la sortie de leur pays de la zone euro. Les Grecs semblent bien avoir tout d'abord voté pour le maintien de leur pays dans la monnaie unique et pour la poursuite de la maîtrise des dépenses budgétaires, espérant toutefois un aménagement du plan d'aide afin que l'austérité ne rende pas impossible une reprise de la croissance économique.

Antonis Samaras (ND) a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale « *pour le salut du pays* ». « *Il n'y a pas de temps à perdre. Un gouvernement de salut national doit ramener la croissance économique et rassurer les Grecs sur le fait que le pire est passé* » a-t-il déclaré dès l'annonce des résultats. Il devrait donc gouverner avec le PASOK mais pourrait élargir sa coalition gouvernementale à des « *petits* » partis favorables au plan de sauvetage. La Gauche démocratique (DIMAR) s'est d'ores et déjà déclarée prête à intégrer un gouvernement formé par ces deux « *grands* » partis. « *Un gouvernement de responsabilité nationale suppose la participation de plusieurs forces de gauche* » a déclaré le leader du PASOK, Evangelos Venizélos.

De son côté, le leader de Syriza, Alexis Tsipras, a décliné toute proposition de participer au prochain gouvernement et indiqué que son parti était désormais « *le principal parti d'opposition* ». « *Euro ou drachme, gouvernement de coalition ou pas de gouvernement* », telle était l'alternative du scrutin du 17 juin selon

Antonis Samaras. Ce dernier s'est présenté durant sa campagne électorale comme le garant du maintien de son pays dans la zone euro. « *Nous sortirons de la crise. Nous ne sortirons pas de l'euro. Nous ne laisserons personne nous exclure de l'Europe* » avait-il déclaré lors d'un meeting électoral sur la place Syntagma au cœur d'Athènes. « *C'est notre existence en tant que nation qui est en jeu* » avait-il ajouté.

Antonis Samaras a su élargir la base électorale de son parti pour ce scrutin en accueillant en son sein 4 responsables du parti de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS, qui signifie peuple) et, surtout, en réintégrant l'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis.

Enfin, Antonis Samaras avait durci son discours sur l'immigration. « *Alors que les familles grecques luttent pour survivre, la Coalition de la gauche radicale veut offrir aux immigrés l'accès aux allocations chômage et aux permis de travail (...). Il faut reconquérir les villes face à ceux qui ont afflué sans autorisation (...). L'invasion des immigrants va cesser et des expulsions massives vont commencer* » avait-il indiqué.

Ces élections grecques étaient regardées par tous les pays européens et notamment ceux appartenant à la zone euro. A l'annonce des résultats, l'Eurogroupe – qui rassemble les 17 ministres des Finances de la zone euro, a publié le communiqué : « *L'Eurogroupe prend acte des efforts considérables déjà réalisés par les citoyens grecs et est convaincu que la poursuite des réformes budgétaires et structurelles constitue la meilleure garantie du fait qu'Athènes surmontera les défis économiques et sociaux actuels pour un avenir plus prospère du pays au sein de la zone euro. L'Eurogroupe réaffirme son engagement à soutenir la Grèce dans ses efforts d'ajustement afin de s'attaquer aux nombreux défis auxquels son économie est confrontée* ». « *L'Union européenne doit demeurer démente et répéter aux Grecs un unique message avant et après le 17 juin : « Tout dépend de vous ». Il ne faut pas fermer la porte car l'Union a*

Elections législatives en Grèce

17 juin 2012

besoin de son flanc Sud pour être l'Europe » a déclaré Stelios Ramfos, philosophe, au quotidien suisse Le Temps le 14 juin dernier.

Agé de 61 ans, Antonis Samaras est diplômé d'économie. Il entre au Parlement pour la première fois en 1977 sous l'étiquette de Nouvelle démocratie. En 1989, il est nommé ministre des Affaires étrangères mais démissionne du gouvernement, comme l'ensemble des ministres de son parti, l'année suivante. Renommé à son poste deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions pour avoir défendu une ligne dure dans le conflit qui oppose Athènes à Skopje sur le nom de la Macédoine (refus de laisser le pays voisin prendre le nom de Macédoine (celui-ci étant le nom d'une province située au nord de la Grèce) par crainte de voir Skopje revendiquer certains territoires grecs. Antonis Samaras quitte alors Nouvelle démocratie, ce qui a pour effet de faire chuter le gouvernement, et il fonde le mouvement Printemps politique. Il reviendra à son parti d'origine

en 2004 et sera, cette même année, élu député européen. En 2009, il est nommé ministre de la Culture dans le gouvernement de Constantin Caramanlis (ND). Après la défaite de son parti aux élections législatives du 4 octobre 2009, il est élu à la tête de Nouvelle démocratie avec 50,18% des suffrages devançant Dora Bakoyannis qui obtient 39,76% des voix et Panayiotis Psomiad (10,06%).

« *Le prochain gouvernement grec quel qu'il soit sera obligé de renégocier, au moins sur la durée de la mise en place des réformes avec Bruxelles, les termes du Mémorandum* » a déclaré Dimitris Sotiropoulos, chercheur à la Kingston University de Londres. Antonis Samaras a plusieurs fois déclaré qu'il souhaitait une « *renégociation du plan de sauvetage pour permettre la création d'emplois* » et un « *étalement dans le temps* » de l'application des mesures d'austérité.

Résultats des élections législatives du 17 juin 2012 en Grèce

Participation : 62,47% (la participation est obligatoire en Grèce)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Nouvelle démocratie (ND)	1 824 342	29,66	129
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 653 994	26,89	71
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	755 249	12,28	33
Parti des Grecs indépendants (AE)	462 175	7,51	20
Aube dorée (CA)	425 792	6,92	18
Gauche démocratique (DIMAR)	384 674	6,25	17
Parti communiste (KKE)	277 015	4,50	12
Autres	428 736	5,99	0

Source : Ministère de l'Intérieur grec (<http://ekloges.yves.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#%22cls%22:%22main%22,%22params%22:{}>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.